

## **MDXHEALTH SA**

### **Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (Comptes consolidés)**

## RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE MDXHEALTH SA POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023 (COMPTES CONSOLIDES)

---

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de MDxHealth SA (« la Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 25 mai 2023, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2025. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés du Groupe durant dix-huit exercices consécutifs.

### RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDES

#### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et un tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes, contenant des informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives, dont le total de l'état consolidé de la situation financière s'élève à \$129,132 (000) et dont l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global se solde par une perte de l'exercice de \$43,100 (000).

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 Décembre 2023, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union

Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

#### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation

Nous attirons l'attention sur l'annexe Note 2.3 des comptes annuels, qui indique que la Société a subi des pertes nettes et une utilisation significative de trésorerie dans les activités d'exploitation depuis sa création jusqu'en 2023, et prévoit la même chose pour au moins les douze prochains mois. Comme indiqué dans Note 2.3, la capacité à réaliser le plan d'affaires, y compris la capacité de la Société à accéder à des liquidités supplémentaires par le biais de dettes, d'actions ou d'autres moyens, ainsi que les questions énoncées dans la Note, indiquent qu'une incertitude significative existe qui soulève un doute substantiel sur la capacité de la Société à continuer en tant qu'entreprise en exploitation. Les plans de la direction concernant ces questions sont également discutés dans la Note 2.3. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Point clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points. En plus du sujet décrit dans la section Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation, nous avons déterminé que les questions décrites ci-dessous sont des enjeux clés de l'audit à communiquer dans notre rapport.

### Reconnaissance du chiffre d'affaires

#### *Description du point d'audit*

Comme décrit dans les notes 2.7 et 4 des états financiers, la majorité des produits des activités ordinaires du Groupe provient de services de laboratoire, dont le chiffre d'affaires est normalement comptabilisé lorsque les résultats des tests ont été transférés au client. Certains revenus du Groupe proviennent accessoirement de l'octroi de licences ainsi que de redevances et d'autres recettes.

Le modèle de comptabilisation des revenus du Groupe comprend des estimations comptables critiques fondées sur le jugement de la direction. Ces estimations et jugements sous-jacents sont constamment revus en fonction de l'expérience historique mise à jour et de l'évolution attendue des encaissements des organismes payeurs tiers.

La reconnaissance des revenus a été considérée comme un point clé de l'audit, en raison de son impact financier significatif sur les comptes annuels consolidés et de l'importance du jugement de la direction lors de l'établissement des estimations comptables

#### *Procédures d'audit mises en œuvre*

Nos procédures d'audit comprenaient, entre autres :

- Nous avons testé les procédures de contrôle interne du Groupe sur le chiffre d'affaires et évalué les hypothèses et estimations du Groupe utilisées pour apprécier la comptabilisation des produits, notamment en termes d'exhaustivité, d'existence et d'exactitude.
- Nous nous sommes assurés de l'existence de conventions et de contrats sous-jacents, et nous avons effectué des tests de validation des calculs et évalué les

hypothèses clés et les estimations utilisées dans le modèle de revenus.

- Nous avons effectué des tests substantifs sur les paiements reçus et intégralement pris en compte dans les revenus.
- Nous avons effectué une revue rétrospective des provisions de revenus au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023.
- Nous avons évalué l'exactitude des montants historiquement comptabilisés au titre de produits à recevoir, et utilisé l'information obtenue comme élément de preuve pour évaluer le bien-fondé des hypothèses formulées dans l'exercice en cours, par rapport à nos constatations sur les années précédentes.
- Nous avons examiné la pertinence des informations fournies par le Groupe dans les notes 2.7 et 4 en ce qui concerne l'utilisation d'estimations et de jugements dans le modèle de comptabilisation des produits.

### **Dépréciation du fonds de commerce et des immobilisations incorporelles**

#### *Description du point d'audit*

L'évaluation par la société du fonds de commerce et des immobilisations incorporelles pour dépréciation implique la comparaison de la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à sa valeur comptable. La société utilise le modèle des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, ce qui oblige la direction à faire des estimations et des hypothèses importantes concernant les prévisions de revenus futurs, les marges brutes, le taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini. Des changements dans ces hypothèses pourraient avoir un impact significatif sur la valeur recouvrable et potentiellement

sur le montant de toute dépréciation du fonds de commerce. Compte tenu des jugements importants portés par la direction pour estimer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, la mise en œuvre de procédures d'audit pour évaluer le caractère raisonnable des estimations et des hypothèses de la direction a nécessité un degré élevé de jugement de la part des auditeurs et un effort accru, y compris la nécessité d'impliquer nos experts en évaluation. De plus amples informations concernant l'analyse de la dépréciation de la société et l'affectation du fonds de commerce nouvellement acquis à l'unité génératrice de trésorerie figurent à la note 10.

#### *Procédures d'audit mises en œuvre*

Nos procédures d'audit relatives à la détermination des prévisions de revenus futurs et de marges brutes utilisées par la direction pour estimer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie comprennent les éléments suivants :

- Nous avons évalué le caractère raisonnable de la méthode d'évaluation et testé l'exactitude mathématique des calculs.
- Nous avons évalué la détermination par la direction des unités génératrices de trésorerie utilisées pour les tests de dépréciation.
- Nous avons évalué la capacité de la direction à prévoir avec précision le chiffre d'affaires et la marge brute futurs en comparant les résultats réels aux prévisions historiques de la direction.
- Nous avons également évalué le caractère raisonnable des prévisions de la direction concernant le chiffre d'affaires et la marge d'exploitation en les comparant aux résultats d'exploitation historiques du

Groupe et aux preuves de croissance internes et externes appropriées.

- Nous avons examiné l'analyse de sensibilité préparée par la direction pour comprendre l'effet d'un changement d'hypothèses et nous avons également effectué nos propres tests de sensibilité.
- Nous avons vérifié l'adéquation et l'exhaustivité des informations sur la dépréciation de la valeur comptable du fonds de commerce et des actifs incorporels dans les états financiers du Groupe.

### **Comptabilisation de l'amendement sur la clause d'ajustement de prix de l'activité GPS.**

#### *Description du point d'audit*

Comme décrit dans la note 3 des états financiers, le Groupe a conclu un accord avec Genomic Health, Inc., une filiale d'Exact Sciences Corporation, pour acquérir l'activité Oncotype DX® GPS à partir du 2 août 2022. En conséquence de ces regroupements d'entreprises, une clause d'ajustement de prix a été reconnue au bilan.

Comme décrit dans la note 16 des états financiers, l'accord d'achat d'actifs a été modifié en août 2023, en vertu duquel le montant total de la clause d'ajustement de prix peut augmenter jusqu'à 82,5 millions de dollars au cours des exercices 2025 à 2027. De plus, en raison des conditions ajustées, deux instruments supplémentaires, l'option de régler l'obligation d'ajustement de prix en actions et les bons de souscription de 5 ans, ont été créés.

Nous avons identifié le traitement comptable de cet amendement comme un enjeu clé de l'audit en raison des hypothèses et des jugements importants de la direction pour identifier les

différents instruments et estimer leur juste valeur. La direction a effectué des jugements et des estimations significatifs pour déterminer les taux d'actualisation ainsi que certaines autres hypothèses liées à l'activité qui constituent la base des résultats financiers prévus, y compris les faits de probabilité, les prévisions de revenus et l'évolution du cours de l'action. Cette question a nécessité un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ainsi qu'un effort accru, y compris l'implication d'experts en évaluation.

#### *Procédures d'audit mises en œuvre*

Nos procédures d'audit liées à la comptabilisation des instruments financiers reconnus en relation avec la modification de l'achat d'actifs du groupe comprenaient les éléments suivants :

- Avec l'aide de nos experts en évaluation, nous avons évalué le caractère raisonnable des méthodes d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur de l'actif et du passif financiers, en testant notamment l'exactitude mathématique des calculs, le taux d'actualisation et les risques spécifiques à l'entreprise.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des principales estimations et hypothèses de la direction utilisées dans les modèles de valorisation et effectué des tests de résistance sur les modèles.
- Nous avons rencontré les personnes clés de l'équipe financière et les conseillers financiers externes du Groupe concernés afin de discuter et d'évaluer les preuves fournies par la direction pour étayer les hypothèses pertinentes.
- De plus, nous avons examiné le caractère adéquat et approprié des informations fournies dans les états financiers consolidés.

## Droits d'accès Netsuite

### *Description du point d'audit*

Des faiblesses ont été identifiées dans la conception des contrôles internes de MDxHealth liées à l'accès et à la ségrégation des tâches au niveau des contrôles d'application dans Netsuite, un environnement informatique pertinent à l'établissement des états financiers. Cette faiblesse pourrait entraîner une erreur impactant potentiellement tous les comptes et les annexes des états financiers, ce qui entraînerait une erreur significative sur les états financiers annuels ou intermédiaires. La société a commencé à remédier aux faiblesses après la fin de l'exercice et a effectué des tests supplémentaires sur les transactions enregistrées en 2023.

Compte tenu de la complexité, de l'ampleur que cette faiblesse significative a comme impact sur les états financiers et de l'effort accru, y compris la participation de spécialistes en technologies de l'information et des tests supplémentaires, nous avons identifié la question ci-dessus comme un enjeu clé de l'audit.

### *Procédures d'audit mises en œuvre*

Nos procédures d'audit liés aux droits d'accès Netsuite comprenaient les éléments suivants :

- Avec l'aide de nos experts en technologies de l'information, nous avons évalué l'attribution des droits des utilisateurs de l'application, l'impact sur les états financiers et l'adéquation des restrictions imposées après la fin de l'exercice.
- Nous avons examiné le travail de remédiation effectué par la société et nous avons effectué des tests supplémentaires complets sur les écritures

comptables, en mettant l'accent sur les domaines à risque liés aux droits des administrateurs dans le système et à leurs transactions.

- Nous avons examiné les informations divulguées dans le point 15 du formulaire 20-F concernant cette faiblesse significative.

### **Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes consolidés**

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

### **Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent

d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle les organes d'administration ont mené ou mèneront les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est

plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation ;



- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle ;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit, une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit.

Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la

réglementation n'en interdit la publication.

## **AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

### **Responsabilités de l'organe d'administration**

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés et des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

### **Responsabilités du commissaire**

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### **Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés**

À l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information



incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

#### Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du groupe au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été ventilés et valorisés dans les annexes aux comptes consolidés.

#### Autres mentions

- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Zaventem, 15 mai 2024

BDO Réviseurs d'Entreprises SRL  
Commissaire  
Représentée par Bert Kegels\*  
Réviseur d'entreprises  
\*Agissant pour une société